CONSEIL MUNICIPAL

Compte-rendu de la séance du vendredi 21 février 2020 à 20h.

Date de convocation : 17 février 2020.

Date d'affichage : 28 février 2020.

L'an deux mil vingt, le vingt-et-un février à vingt heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Robert LUQUET, Maire.

Présents : MM. Robert LUQUET, Jacques PEREIRA, Jean-André GUILLERMIN, Dominique JOBARD, Florian BOUCHARD, Michel ROCHETTE, Bernard FAVRE, et Mmes Suzanne CHANUT, Ghislaine SALBREUX, Corinne GIRRES, Ingrid GAY, Florence CHEVASSON.

Mme Françoise MATHIEU-HUMBERT arrivée en séance à 20h35 n'a pas participé aux votes des délibérations n° 2020/2401/011 à 2020/2402/018 et a participé aux votes des délibérations n° 2020/2102/019 à 2020/2102/024.

Excusé(es) : Mme Corinne MERLIN a donné procuration à Mme Ghislaine SALBREUX, Mme Maud CANAC-MONTERISI.

Secrétaire de séance : Mme Ingrid GAY.

DELIBERATIONS :

2020/2401/011– Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 24 janvier 2020.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 24 janvier 2020.

2020/2401/012 – Désignation du secrétaire de séance.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents de ne pas avoir recours au vote à bulletin secret et de désigner Mme Ingrid GAY comme secrétaire de séance.

2020/2401/013– Droit de préemption urbain : Parcelle cadastrée section AB n°137.

Le Maire expose au Conseil municipal que des administrés ont l'intention d'acquérir la parcelle située 15 hameau de Moncéry, cadastrée section AB n° 137.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas exercer son droit de préemption urbain sur cette parcelle.

2020/2102/014 – Droit de préemption urbain : Parcelle cadastrée section AA n°45.

Le Maire expose au Conseil municipal que des administrés ont l'intention d'acquérir la parcelle située 147 allée Bellevue, cadastrée section AA n° 45.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas exercer son droit de préemption urbain sur cette parcelle.

2020/2102/015 – Approbation du compte administratif 2019.

Monsieur Jean André GUILLERMIN, Adjoint en charge des Finances, présente au vote du Conseil municipal le compte administratif 2019 établi par le Maire, qui se traduit par le résultat suivant :

➤ **en section de fonctionnement :**

- en dépenses : 1 200 612.19 €

- en recettes : 1 472 620.10 €

soit un excédent de 272 007.91 €

➤ **en section d'investissement :**

- en dépenses : 787 101.16 €
- en recettes : 1 074 618.04 € *soit un excédent de 287 516.88 €*

Après discussion, le Conseil municipal, sous la présidence de Monsieur GUILLERMIN, après en avoir délibéré, approuve le compte administratif 2019 à l'unanimité.

2020/2102/016 – Approbation du compte de gestion 2019.

Le Maire présente au Conseil municipal le compte de gestion dressé par Monsieur Olivier SEGURA, Trésorier de Mâcon municipal.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le compte de gestion accompagné des comptes de tiers, des états de l'actif et du passif, les états des restes à réaliser et à recouvrer, après avoir approuvé le compte administratif 2019, le Conseil municipal, à l'unanimité, déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2019 par Monsieur Olivier SEGURA, Trésorier de Mâcon municipal, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

2020/2102/017 – Affectation du résultat 2019.

Les résultats à la fin de l'exercice 2019 sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Résultat annuel 2019	272 007,91 €	287 516,88 €	559 524,79 €
Résultat Exercice 2018	794 847,19 €	-215 261,68	579 585,51 €
Résultat fin 2019	638 739,31 €	72 255,20 €	710 994,51 €
Restes à réaliser		-43 709,00 €	
AFFECTATION			

Le Maire indique au Conseil municipal que l'exercice 2019 compte tenu des exercices précédents, se solde par :

- un excédent de clôture en fonctionnement de 638 739.31 €
- un excédent de clôture en investissement de 72 255.20 €.

L'assemblée délibérante décide à l'unanimité de reporter ces résultats :
638 739 € reportés en fonctionnement au R 002 (*recette fonctionnement*).
72 255 € reportés en investissement au R 001 (*recette investissement*).

2020/2102/018 – Fixation des taux d'imposition des taxes communales 2020.

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil municipal des bases d'imposition et propose de maintenir les taux suivants :

- taxe d'habitation : 9,98 % ;
- taxe sur le foncier bâti : 17,72 % ;
- taxe sur le foncier non bâti : 37,77 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, approuve la proposition du Maire de maintenir les taux antérieurs.

2020/2102/019 – Vote du budget primitif 2020.

Robert LUQUET présente au Conseil municipal une proposition de budget pour l'année 2020 qui s'équilibre comme suit :

- en section de fonctionnement : en dépenses et en recettes à **1 820 252 €**
- en section d'investissement : en dépenses et en recettes à **822 406 €**

Robert LUQUET rappelle que le budget de fonctionnement a été préparé en réunion de travail 17 février dernier.

Il explique que les réalisations budgétaires des années précédentes ont servi de base pour établir le budget 2020. Il en détaille quelques articles :

- en dépenses de fonctionnement, 85 000.00 € sont prévus pour les dépenses d'énergie et d'électricité, 35 000.00 € pour les contrats de prestations de services (où sont payées notamment les dépenses relatives aux ALSH), 37 000.00 € pour l'entretien des bâtiments (répartis sur 2 articles

comptables), 25 000.00 € pour l'entretien de la voirie et 20 500.00 € pour les charges d'assurance. Le chapitre 011 intitulé « charges à caractère général » s'élève au total à 447 150.00 € ;

- toujours en dépenses de fonctionnement, 320 000.00 € ont été affectés pour le paiement du personnel titulaire et 40 000.00 € pour le personnel non titulaire. Le chapitre 012 réservé aux charges de personnel se chiffre de manière globale à 533 550.00 € en intégrant les cotisations sociales ;

- en recettes de fonctionnement, un montant de 630 000.00 € est prévu en taxes foncières et d'habitation, 270 000.00 € pour l'attribution de compensation versée par la MBA, 85 000.00 € de DGF et 50 000.00 € de revenus des immeubles.

Robert LUQUET passe ensuite à l'investissement pour lequel il détaille les principaux axes en dépenses sachant que certains sujets restent à approfondir avant réalisation :

- pour les travaux dans les bois : 4 400.00 €
- pour l'acquisition de terrains : 14 000.00 € ;
- pour la mise en accessibilité et l'extension de l'Ecole : 26 709.00 € (études et travaux) ;
- pour la réfection de la façade de l'église : 19 500.00 € ;
- pour l'acquisition et les travaux du crédit agricole : 100 000 € (40 000 € pour l'acquisition et 60 000 € pour les travaux) ;
- pour l'achat d'une nouvelle table pour le conseil municipal : 5 000 € ;
- pour le changement de chaudière de la mairie : 5 000 € ;
- pour l'aménagement de la mairie : 80 000 € ;
- pour la toiture de la salle des fêtes : 165 000 € ;
- pour les travaux d'accessibilité : 5 000 € ;
- pour les travaux de voirie : 90 000 € ;
- pour la mise en place d'un poteau incendie : 8 500 € ;
- pour les murs de soutènement : 20 000 € ;
- pour le parking de l'école : 7 500 € ;
- pour l'installation de caméra vidéo surveillance : 30 000 € ;
- pour l'achat de matériel aux ateliers : 5 000 € ;
- pour l'achat de matériel au football : 1 630 € ;
- pour l'aménagement de la cour de l'école : 2 700 €

En l'état il s'agit de propositions de dépenses d'investissement dont la nature et le montant aura l'occasion d'être débattu lors des prochaines séances de conseil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, approuve à l'unanimité la proposition du Maire et adopte le budget 2020.

2020/2102/020 – Attribution des subventions aux associations - Année 2020.

Sur proposition de la commission « Culture et Animation », le Conseil municipal procède à la répartition des subventions aux associations, selon le tableau annexé.

Cette répartition tient compte du bilan fourni par chaque association, de ses besoins et de l'aide apportée par la commune sous des formes diverses (mise à disposition de locaux, de terrains, prise en charge de l'éclairage, du chauffage, de l'entretien (terrain de football)).

Ghislaine SALBREUX précise que certaines associations de la commune ne demandent pas de subvention. Robert LUQUET fait remarquer que même si certaines associations ne demandent plus de subventions depuis plusieurs années le conseil reste proche et à l'écoute de leurs besoins.

Mme CHANUT vice-présidente de l'école de musique ne prend pas part à la délibération.

Après débat, le Conseil municipal approuve avec 13 voix pour, la répartition et le montant total des subventions fixé à 22 860.05 € qui seront imputés sur les crédits inscrits au compte 6574 du budget 2020.

AIDES AUX ASSOCIATIONS 2020	
ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS VOTEES (en €)
FOOTBALL CLUB	1300
SOCIETE DE BOULES	300
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS	500
ATELIER DU BOUT DU MONDE	100
ASLJ : Section TENNIS-BADMINTON	200
CLUB SORLINOIS	200
BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	1600
AMICALE DON SANG VAL LAMARTINIEN	300
EAU VIVE ANIMATION	300
APVL - PROTECTION VAL LAMARTINIEN	60
LES CARRIERES DE LA LIE	1200
AIDCA	11 178.75
FNACA	100
SOCIETE DE CHASSE	500
PEP 71	50
S.P.A. de MACON	1 000
SECOURS POPULAIRE	50
Conscrit 2020	220
COMITE DES LYCEENS RESTO DU COEUR	100
Fédération Départementale des Restaurants Scolaires 71	100
ADMR	3 501.30
TOTAL (Associations Subventions 2020)	22 860.05

2020/2102/021 – Redevance d’occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d’électricité- année 2020.

Le Maire rappelle au Conseil municipal que le montant de la redevance pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d’énergie électrique est précisé par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002.

Il informe le Conseil que le montant forfaitaire de la redevance alloué aux communes dont la population est égale ou inférieure à 2 000 habitants, est fixé à 153 €. Le plafond de la redevance a été revalorisé de 1.3885 sur la base de l’évolution de la valeur de l’indice d’ingénierie connu au 1^{er} janvier 2020. Le taux de revalorisation à appliquer, combiné à ceux des exercices précédents, étant de 38.85 %, le montant forfaitaire de la redevance d’occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d’énergie électrique pour l’année 2020 est égal à : $153 \text{ €} \times 1.3885 = 212.45 \text{ €}$ arrondi à 212 €.

Dominique JOBARD indique qu’un certain nombre de réseaux passe sous le domaine public. De plus en plus de réseaux sont taxés ce qui se répercute sur les consommateurs.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité d’autoriser le Maire à encaisser la redevance d’ENEDIS de 212 € pour la commune.

2020/2102/022 – Modification simplifiée n°3 du PLU– Mise en conformité du PLU par rapport à la loi 2015-990 du 6 août 2015 - Article L 151-12 du code de l’urbanisme.

Jean-André GUILLERMIN rappelle les différents sous zonages de la zone A du Plan Local d’urbanisme (Agricole Viticole Stricte, Agricole Habitée, Agricole Viticole Habitée). Il explique qu’il est opportun de mettre en conformité le PLU par rapport à la loi 2015-990 du 6 août 2015 (dites loi Macron), qui modifie certaines dispositions du code de l’urbanisme et notamment l’article L 151-12. Jean-André GUILLERMIN fait ensuite la lecture de cet article et indique que cette loi donne la possibilité, à

condition que cela soit prévu et encadré par le règlement, de construire des annexes (garage, abri de jardin ou piscine) ou des extensions de bâtiment dans les zones A et N et ce sous certaines conditions. Il propose ainsi de procéder à une modification simplifiée du document d'urbanisme communal pour la suppression des zones Ah et la modification du règlement de la zone A. Un article supplémentaire du règlement de la zone A (qui existait en zone Ah) permettra l'extension des habitations existantes dans la limite de 20 % de la surface de plancher et autorisera la construction d'annexes (garage, abri de jardin ou piscine et ses dépendances). Dominique JOBARD fait savoir qu'il y a de nombreuses habitations concernées par la zone Ah. Ingrid GAY demande s'il y a une réglementation sur la hauteur des bâtiments. Après discussion, les élus décident de préciser que la hauteur des extensions ou des annexes sera limitée à la hauteur du bâtiment existant ou à 6 mètres.

Le projet de la modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées et mis à la disposition du public en mairie pendant une durée d'au moins un mois. Il sera également soumis à l'avis de commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de Saône et Loire.

A l'issue de la mise à disposition, monsieur le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Après avoir entendu l'exposé, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- 1 - d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU, conformément aux dispositions de l'article L 151-12 du Code de l'Urbanisme ;
- 2 - de donner autorisation au Maire pour signer toute convention de service concernant la modification simplifiée du PLU ;
- 3 - de dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

2020/2102/023 – Déclassement, et cession d'une partie d'un chemin rural au lieu-dit « Les Sorbiers ».

Le Maire expose au Conseil municipal qu'un administré souhaite se porter acquéreur d'une partie du chemin rural qui dessert ses parcelles.

Cette partie du chemin rural ne desservant que ce propriétaire privé, sur proposition du Maire, le Conseil municipal décide de ne pas s'opposer à cette demande d'acquisition, sous réserve des résultats de l'enquête publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'approuver le déclassement et l'aliénation de cette partie du chemin rural ;
- d'autoriser le Maire à conduire la procédure d'enquête publique ;
- de solliciter la prise en charge par l'acquéreur de l'établissement du plan parcellaire, des frais d'acte notarié, de bornage et d'enquête publique ;
- d'autoriser le Maire à céder le terrain à l'euro symbolique ;
- d'autoriser le Maire à signer l'acte notarié ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

2020/2102/024 – Demande d'application du régime forestier sur la parcelle E 364.

Dominique JOBARD rappelle la demande d'application du régime forestier pour la parcelle E 363 que la commune avait achetée à l'Essard Garnier et qui a été plantée en feuillus. Il indique que l'ONF propose à la collectivité de soumettre la parcelle boisée E 364 au régime forestier.

Il explique que la soumission de la parcelle E 364 au régime forestier aurait pour la commune un avantage certain. En effet le type de plantation qui a été fait dans cette parcelle demande beaucoup d'entretien. Cet entretien pourrait être intégré aux programmes annuels d'entretien proposé par l'ONF si elle était inscrite au régime forestier. D'autre part, l'ONF pourrait l'intégrer à ses programmes annuels de travaux. Il indique ensuite qu'il convient de demander l'application du régime forestier sur la parcelle E 364.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- demande l'application du régime forestier sur la parcelle E 364 située sur la commune de La Roche Vineuse au lieu-dit Les Allogniers pour une surface de 25 a 47 ca ;
- autorise le Maire à signer tout acte afférent à la présente délibération.

QUESTIONS DIVERSES.

Ecole : Robert LUQUET fait savoir que le carnaval est organisé le 3 avril 2020 à l'école.

TOUR DE TABLE :

Collectif du 14 juillet : Jacques PEREIRA a assisté à la réunion du collectif pour l'organisation des festivités du 14 juillet. Il rappelle que la mairie prend en charge l'animation musicale ainsi que le feu d'artifice, les associations organisent l'animation de cette journée. Les bénéfices sont redistribués entre les associations participantes à cette journée. Des interrogations ont été émises quant à la participation du Dojo cette année.

Comité des fêtes : Jacques PEREIRA fait savoir que le comité des fêtes organise des feux de la St Jean le 19 juin sur le parking derrière la salle des fêtes.

Orange : Jacques PEREIRA s'est rendu à une réunion organisée par Orange le 17 février 2020 à Cluny, afin de faire le point sur l'activité d'Orange. Il en ressort qu'il y a 1,2 millions de ligne en Bourgogne Franche Comté. En Saône-et-Loire 4 opérateurs sont présents (Bouygues Télécom, Orange, SFR et Free). En ce qui concerne la fibre 92% des foyers seront raccordables en 2020. Pour les 8% restants, il s'agit de problèmes techniques rendant le raccordement plus complexe, ils pourront être raccordés d'ici 2022. Pour les foyers qui apparaissent en zone non couverte, cela vient d'un problème d'adressage qu'il faudra signaler à Orange. Monsieur PEREIRA indique également qu'il faut signaler à Orange tout problème de comportement des installateurs de la fibre. Enfin, il précise que pour les zones blanches de la téléphonie mobile, Orange travaille sur l'installation du très haut débit. Robert LUQUET fait savoir qu'un rendez-vous téléphonique est prévu avec M. Martin d'Orange en date du 5 mars 2020 afin de faire un point sur l'installation de la fibre.

Voirie : Michel-André ROCHETTE indique qu'un regard est à reprendre sur le trottoir route de Cluny ainsi qu'un avaloir rue de la Carijacques.

Lavoir rue de la Carijacques : Jacques PEREIRA annonce que les travaux pour la réfection de la toiture du lavoir de la Carijacques sont terminés.

Syndicat des eaux de la Petite Grosne : Dominique JOBARD porte à connaissance la relève des compteurs d'eau qui doit avoir lieu la semaine prochaine. Il précise également que les sources de Cenves vont être vendues à la Communauté de Communes Saône-Beaujolais (Belleville) qui envisage de les valoriser du point de vue environnemental.

Office de Tourisme : Dominique JOBARD a assisté à la réunion de l'office de tourisme le 27 janvier à Chevagny les Chevières. Cette réunion avait pour objet de faire le point sur l'action de l'Office de Tourisme et sur les attentes des adhérents et des touristes.

Assainissement : Michel-André ROCHETTE demande des explications sur le paiement et les relances des factures d'assainissement. Dominique JOBARD annonce que suite à l'émission tardive des factures, il y a un problème d'encaissement des chèques, car le syndicat de la vallée du Fil n'existe plus. La trésorerie et MBA cherchent une solution afin de résoudre ce problème. Il précise que les relances sont éditées automatiquement par informatique.

Dates : Monsieur le Maire fait part de différentes dates :

- 1^{er} mars 2020 : Sensibilisation à l'utilisation d'un défibrillateur à la salle des fêtes de 10h00 à 12h00 avec les pompiers du Centre de Première Intervention du Val Lamartinien ;
- 15 mars 2020 : Elections municipales.

Robert LUQUET remercie tous les élus pour leur travail au cours de ce mandat.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée par le Maire à 21 h 50.